

STATUTS

Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Régie dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion du Marché Gare de Carpentras

Vu le code général des collectivités territoriales, pris en ses articles L.1412-1, L.2221-1 à L.2221-9, L.2221-11 à L. 2221-14, R.2221-1 à R.2221-17 et R.2221-63 à R.2221-94 ;

Vu l'avis du comité technique en date du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 8 décembre 2014 ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 22 décembre 2014 approuvant les présents statuts ;

Considérant que la nature des activités exercées par la Communauté d'Agglomération sur le site du Marché Gare de Carpentras (gestion d'un marché horticole et floral et exploitation d'une plateforme immobilière), les modalités d'organisation de ces activités ainsi que leur financement impliquent la qualification de service public à caractère industriel et commercial ;

Considérant que l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial par la Communauté d'Agglomération doit faire l'objet d'une régie conformément aux dispositions de l'article L.1412-1 du code général des collectivités ;

Titre 1^{er} – dispositions générales

Article 1^{er} : objet

Il est créé, à compter du 1^{er} janvier 2015, une régie dotée de la seule autonomie financière, régie dénommée : « Régie du Marché Gare de Carpentras ».

Cette régie a pour objet d'assurer la gestion du Marché Gare, sur un site de 12,9 ha dont la Communauté d'Agglomération s'est rendue propriétaire le 11 avril 2013 (références cadastrales : BK 886, BK 467, BK 468, BK 71, BK 178, BK 189, BK 532, BK 533, BK 279, BK 281, BK 352, BK 353, BK 593, BK 594, BK 596, BK 599, BK

416, BK 418, BK 476, BK 477, BK 262, BK 531 et BK 534 sises avenue du marché gare avenue des marchés à Carpentras). Les activités industrielles et commerciales présentes sur le site à la date de création de la Régie, sont :

- l'organisation d'un marché hebdomadaire de professionnels de l'horticulture et de la pépinière d'ornement
- l'organisation d'un marché hebdomadaire de professionnels de la fleur coupée et de la plante d'intérieur
- la location de locaux à usage professionnels (entrepôts, bureaux, restaurant...)
- des vide-greniers et marchés à la brocante

Toutefois, toute nouvelle activité appelée à se développer sur le site (y compris animations et évènementiels sur le site), dans la mesure où elle ne remet pas en cause la qualification de l'ensemble du site en service public à caractère industriel et commercial, sera prise en compte par la Régie.

La régie a donc en charge l'exploitation des activités décrites ci-dessus, et encaisse les redevances, droits de place et abonnements afférents. Elle assure l'entretien courant des bâtiments, voiries, réseaux et matériels présents sur le site. En tant que simple usager/locataire du site, elle ne procède pas à la réalisation des dépenses d'investissement (ni ne mobilise les financements correspondants), ceux-ci restant du ressort du Budget Principal.

Article 2 : Siège de la régie – Collectivité/Etablissement Public de rattachement :

L'établissement public de rattachement de la régie est la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin.

Le siège de la régie est fixé au siège de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin : 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 CARPENTRAS cedex.

Titre II – Administration de la régie

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales :

Article 3 : fonctionnement administratif de la régie :

La régie est administrée sous l'autorité du Président de la Communauté et du Conseil de Communauté, par un conseil d'exploitation et son Président ainsi qu'un Directeur.

Chapitre 2 – Conseil de Communauté :

Article 4 : Pouvoirs du Conseil de Communauté :

Le Conseil de Communauté donne naissance à la régie et dispose du pouvoir d'organisation de cette structure.

Il prend toutes mesures intéressant la régie à l'exclusion de celles que le Code Général des Collectivités Territoriales réserve à la seule compétence du conseil d'exploitation. À ce titre, il:

- Vote le Budget de la Régie et délibère sur les comptes
- Délibère sur les mesures à prendre au vu des résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice
- Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel
- Fixe les taux des redevances et autres tarifs dus par les usagers de la régie
- Autorise le Président de la Communauté à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions

Il a de plus en charge

- La fixation du montant de la dotation initiale,
- La désignation des membres du conseil d'exploitation ;

Chapitre 3 – Conseil d'exploitation

Article 5 : Composition du conseil d'exploitation

Le conseil d'exploitation de la régie est composé de cinq membres, désignés par le Conseil de Communauté sur proposition du Président du Conseil de Communauté.

Article 6 : Membres du conseil d'exploitation :

La durée du mandat des membres du conseil d'exploitation est identique à celle du mandat de Conseiller Communautaire. Elle suivra donc la périodicité de renouvellement du Conseil de Communauté.

Il est mis fin aux fonctions des membres du conseil d'exploitation par le Conseil de Communauté sur proposition du Président du Conseil de Communauté.

Les membres du conseil d'exploitation remplaçant les membres décédés, démissionnaires ou remplacés pour toute autre cause, sont nommés dans les conditions fixées ci-dessus pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs. Si cette durée est inférieure à six mois, le remplacement se fait à l'échéance normale.

Les fonctions de membre du conseil d'exploitation sont exercées à titre gratuit.

Les membres du conseil d'exploitation doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent :

- Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie ;
- Occuper une fonction dans ces entreprises ;
- Assurer une prestation pour ces entreprises ;
- Prêter leurs concours à titre onéreux à la régie.

En cas d'infraction à ces dispositions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le conseil d'exploitation à la diligence de son président, soit par le préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du président du Conseil de Communauté.

Sur les cinq membres du Conseil d'exploitation, au moins trois d'entre eux sont désignés parmi les Conseillers Communautaires. Les deux autres membres seront proposés en raison de leur connaissance éprouvée des activités économiques présentes sur le site, ou de leur expérience en matière de gestion ou d'administration de régies similaires.

Article 7 : Réunions-quorum-décisions :

Le Conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois sur convocation de son Président. Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile ou sur la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le président et envoyé à chaque membre du conseil d'exploitation au moins 5 jours avant chaque séance.

Un membre du conseil d'exploitation empêché d'assister à une séance peut donner mandat à un autre membre du conseil d'exploitation pour le représenter à cette séance ; le membre ainsi désigné ne peut cumuler plusieurs mandats.

Le Conseil d'exploitation ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. À défaut, une nouvelle réunion doit être tenue dans un délai de trois jours. Les délibérations sont alors valables, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Le conseil d'exploitation statue à la majorité des voix dont disposent les membres présents ou représentés.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Le directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Article 8 : Pouvoirs du conseil d'exploitation :

Le conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le Conseil de Communauté ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par le code général des collectivités territoriales ou par les présents statuts.

Il est obligatoirement consulté par le Président du Conseil de Communauté sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.

Le conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente au président du Conseil de Communauté toutes propositions utiles.

Le Directeur tient le conseil au courant de la marche du service.

CHAPITRE 4 – Le président du Conseil de Communauté :

Article 9 : Le président du Conseil de Communauté :

Le président du Conseil de Communauté est le représentant légal de la régie et il en est l'ordonnateur.

Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de Communauté relatives à la régie.

Il présente au Conseil de Communauté le budget et le compte administratif ou le compte financier.

Il nomme le directeur dans les conditions prévues à l'article L 2221-14 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il met fin à ses fonctions dans les mêmes formes. Il nomme également les agents et employés de la régie.

Il peut, sous sa responsabilité ou sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

CHAPITRE 5 – Présidence du conseil d'exploitation et direction de la régie :

Article 10 : Le président du conseil d'exploitation :

Le conseil d'exploitation élit en son sein à bulletin secret à la majorité absolue son président et un vice président lors de sa première réunion suivant la désignation des membres du conseil d'exploitation par le Conseil de Communauté. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La durée du mandat de président et de vice-président est la même que celle des membres du conseil d'exploitation.

Article 11 : Le Directeur de la régie :

Le directeur de la régie est désigné par le Président du Conseil de Communauté.

Le directeur assure le fonctionnement du service objet de la régie. A cet effet :

- 1° Il prépare le budget ;
- 2° Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par le Président du Conseil de Communauté ;
- 3° Il peut recevoir du Président du Conseil de Communauté délégation de signature pour toutes les affaires intéressant le fonctionnement de la régie.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat de sénateur, député, représentant au Parlement européen. Elles sont également incompatibles avec un mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal, conseiller de Paris ou conseiller

d'arrondissement détenu dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec celles de membre du conseil d'exploitation de la régie.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie, ni occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le directeur est démis de ses fonctions soit par la Président du Conseil de Communauté, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

La rémunération du directeur est fixée par le Conseil de Communauté sur proposition du Président du Conseil de Communauté après avis du Conseil d'Exploitation.

Titre III – dispositions comptables et financières

Article 12 – gestion budgétaire et financière

Le Président du Conseil de Communauté est l'ordonnateur de la régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

Les produits de la régie dotée de la seule autonomie financière ainsi que les charges, font l'objet d'un budget spécial annexé au budget de la Communauté voté par le Conseil de Communauté.

Le budget est préparé par le directeur de la régie.

Le président du Conseil de Communauté présente au vote du Conseil de Communauté le Budget. En fin d'exercice, l'ordonnateur établit le compte administratif et le comptable établit le compte de gestion. Le président du Conseil de Communauté soumet les comptes pour avis au Conseil d'exploitation. Puis ces documents sont présentés au vote du Conseil de Communauté.

En cas d'insuffisance des sommes mises à la disposition de la régie, la régie ne peut demander d'avances qu'à la Communauté. Le cas échéant, le Conseil de Communauté fixe par délibération le montant de l'avance consentie ainsi que sa date de remboursement.

Article 13 – Comptable de la régie

Le comptable de la régie est le comptable de la Communauté.

Article 14 – dotation initiale de la régie et mise à disposition des immobilisations

La dotation initiale de la régie, prévue par l'article R.2221-1 et R.2221-13, représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la Communauté, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie.

La Communauté d'agglomération restant propriétaire du site à travers son Budget Principal, il n'est pas prévu de dotation en nature.

L'ensemble des immobilisations du marché gare (foncier bâti et non bâti sur l'assiette mentionnée à l'article 1 des présents statuts, aménagements et réseaux divers, matériel et équipements mobiliers...) est en effet conservé dans l'actif du Budget Principal de la Communauté d'Agglomération. La régie aura l'usage de ces immobilisations pendant toute la durée de son existence, contre versement d'une redevance fixée à 100 000 € (HT) par an (montant qui pourra être revu par délibération du Conseil de Communauté). Un état détaillé de ces immobilisations sera établi à la date de création de la régie, et transmis au Comptable de la régie. En tant que locataire/usager du site, la régie aura à sa charge la seule exploitation du site, l'ensemble des dépenses et des recettes d'investissement étant du ressort du Budget Principal.

Il est prévu une dotation initiale en espèces d'un montant de 50 000 € qui permettra d'assurer un fonds de roulement. Cet apport sera versé au début du mois de janvier 2015.

Article 15 – fixation des tarifs du service

Les tarifications appliquées au service sont, à la date de création de la Régie, celles en vigueur antérieurement à la création de la régie et votée par le Conseil de Communauté. Toute modification ultérieure des tarifications de la régie fera l'objet d'un nouveau vote du Conseil de Communauté après avis du conseil d'exploitation.

TITRE IV – Dispositions diverses

Article 16 : Fin de la régie :

La régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil de Communauté.

La délibération du Conseil de Communauté décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la Communauté d'Agglomération.

Le Président du Conseil de Communauté est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable.

Cette comptabilité est annexée à celle de la Communauté d'Agglomération. Au terme des opérations de liquidation, la Communauté d'agglomération corrige les résultats de la reprise de la régie, par délibération budgétaire.